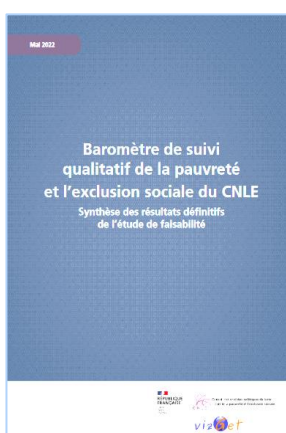


Avril - Mai / 2022

A LA UNE !



[Baromètre de suivi de la pauvreté et l'exclusion sociale du CNLE](#)

Synthèse des résultats définitifs de l'étude de faisabilité. Dans un continuum avec le premier [rapport sur les effets sociaux de la crise sanitaire au printemps 2021](#), le CNLE a élaboré un instrument barométrique de suivi destiné à couvrir aussi un halo de la précarité, allant au-delà du seuil officiel de pauvreté monétaire, et permettant d'appréhender, notamment, des situations interstitielles, des populations *hors champ* des radars des instruments de mesures habituels. Il s'agit de saisir les phénomènes émergents, en anticipation des difficultés, par le développement d'une observation sociale avec une focale large. A la fois multidimensionnelle, décentralisée et réactive.

CNLE. [Baromètre](#).



[Retrouvez la contribution du CNLE au programme national de réforme](#)

Le [programme national de réforme](#) (PNR) a été remis par le gouvernement à la commission européenne en avril 2022. Le CNLE est consulté chaque année sur ce document, il a produit à ce titre, une contribution que vous pouvez retrouver en annexe du rapport. Le présent [avis du CNLE](#) vient en complément du PNR. Cet avis est l'occasion de mettre en lumière les constats et préconisations issus des travaux du CNLE réalisés ces derniers mois par les groupes de travail réunissant des représentants des cinq collèges et des personnes qualifiées sur l'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle, le logement, l'égalité des chances et celui sur l'impact social de la transition écologique.

ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES, NOTES...

LOGEMENT



[Droit au logement opposable : un droit toujours peu effectif, quinze ans après sa création](#)

Quinze ans après le vote de la loi pour le logement opposable (Dalo) en 2007, le Haut comité pour le droit au logement des personnes défavorisées (HCDL), Conseil auprès du Gouvernement en matière de politique publique du logement, fondé à l'initiative de l'Abbé Pierre en 1993, publie le rapport *15 ans après la loi Dalo, un nécessaire rappel à la loi*. Ce rapport est le bilan de l'application de la loi Dalo depuis 2007. Et, à l'instar de la [Cour des comptes en janvier 2022](#), il constate que, malgré des progrès, la loi n'est toujours pas effective.
HCDL. Rapport.



[Qui habite vraiment les HLM ? La fédération des OPH apporte son éclairage](#)

La Fédération nationale des Offices publics de l'habitat (FNOPH) publie une étude sur l'occupation des 2,4 millions du parc de logements de ces offices et sur son évolution au cours des dix dernières années. Deux objectifs demeurent en tension : *loger le plus grand nombre et privilégier les plus précaires*. L'étude fait la comparaison de l'occupation entre 2009 et 2020, intégrant également un zoom sur les emménagés récents. Elle donne à voir l'ensemble des résultats par grande zone de tension de marché et dans les quartiers prioritaires de la ville.
FNOPH. Étude.



[Fin de la trêve hivernale : que deviennent les ménages après l'expulsion ?](#)

Alors que la trêve hivernale a pris fin le 1er avril, cette enquête porte sur un sujet peu exploré jusqu'ici en France : *que deviennent les ménages après l'expulsion de leur logement ?* Les conséquences sont généralement très douloureuses. Un à trois ans plus tard, 32 % des ménages n'ont toujours pas retrouvé de logement et vivent encore à l'hôtel, chez un tiers, dans d'autres formes de non-logement en mobile-home, camping, hôpital, squat, etc... voire à la rue.
Fondation Abbé Pierre et Université Panthéon-Sorbonne Paris 1. Enquête.

MINIMAS SOCIAUX



[Droits connexes et aides sociales locales : un nouvel état des lieux](#)

Le système français de soutien aux bas revenus ne se réduit pas aux aides nationales et légales, dont font partie par exemple le RSA et les allocations logement. Il s'organise sur plusieurs niveaux interdépendants, avec une strate d'aides primaires qui relève du socle national et légal et un vaste ensemble d'aides sociales secondaires que l'on regroupe sous l'appellation de *droits connexes*. L'expression est trompeuse. Certes, ces aides sont connexes car elles sont d'un montant faible et leur vocation est de compléter la base nationale et légale des revenus sociaux de transferts, minima sociaux, allocations familiales, etc... Mais il ne s'agit pas toujours de droits puisqu'elles sont souvent accordées sur la base d'une évaluation sociale par les offreurs.
Denis Anne. Yannick L'Horty. Insee. Économie et Statistique, revue n° 530-31/2022.



Misère de l'assistance. Le RSA en question

Avec la proposition de conditionner le versement du RSA à 15 à 20 heures de travail, la polémique sur l'assistance revient dans la campagne électorale. François-Xavier Merrien, professeur honoraire de l'université de Lausanne, rappelle que le raisonnement est erroné : les obstacles à la reprise d'emploi sont d'ordre social et psychologique. François-Xavier Merrien. Analyse.

PRESTATIONS SOCIALES



RSA, AAH, prime d'activité : le détail des revalorisations 2022

Depuis le 1er avril 2022, les prestations familiales et sociales versées à des millions de Français par les Caisses d'allocations familiales (CAF) ont fait l'objet d'une revalorisation de 1,8 % compte tenu de l'inflation galopante constatée en France depuis plusieurs mois. Ces nouveaux montants seront appliqués dès les versements du mois de mai. Dossier familial. Note.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ



L'absence de couverture par une complémentaire santé en France en 2019. Premiers résultats de l'Enquête santé européenne (EHIS)

Bien que la non-couverture par une complémentaire santé soit à son niveau le plus bas - passé de près de 14 % en 1996 à 3,6 % en 2019 pour la population, l'organisation actuelle du système d'assurance complémentaire et les réformes de généralisation visant des personnes en emploi laissent de côté une partie de la population. La partie de la population qui ne bénéficie pas d'un contrat de complémentaire santé collectif ni de la Complémentaire santé solidaire (CSS) doit faire face aux primes élevées des contrats individuels. Nous décrivons ici les 2,5 millions de Français qui restent sans complémentaire santé en 2019 à partir de l'Enquête santé européenne (EHIS) 2019.

A.Pierre. T. Rochereau. Irdes. Analyse. Questions d'économie de la santé n° 268.

NON RECOURS AUX DROITS ET SERVICES



Le non-recours au minimum vieillesse des personnes âgées seules en 2016

Selon l'échantillon interrégimes (EIR) apparié aux données fiscales, 646 800 personnes seules de 65 ans ou plus ou inaptes dont l'âge est supérieur à l'âge d'ouverture des droits vérifient la condition de ressources pour une personne seule fin 2016. Parmi elles, seules 325 700 personnes (50 %) perçoivent le minimum vieillesse. Ainsi, 321 200 personnes se situent sous le plafond de ressources pour une personne seule, mais n'ont pas recours au minimum vieillesse, soit un taux de non-recours estimé à 50 %. Une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES). Pauline Meinzel. DREES. Les dossiers de la Drees n°97.



Quand l'action publique s'inspire des sciences comportementales

Les pouvoirs publics cherchent des solutions aux problèmes auxquels les citoyens sont confrontés. Bien souvent cependant, les politiques qui en découlent n'ont pas l'effet escompté car les citoyens réagissent de manière imprévisible. Le non-recours aux aides sociales est l'exemple le plus dramatique de ce type d'échecs. L'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore) estime aujourd'hui que 30 % des allocations sociales ne sont pas perçues, 36 % des personnes ciblées par le revenu de solidarité active n'en bénéficient pas, et plus de 50 % des bénéficiaires potentiels des dispositifs d'aide à la complémentaire santé ne la perçoivent pas.

Coralie Chevallier. Mathieu Perona. Article.

INÉGALITÉS



[Effets des réformes 2018 de la fiscalité du capital des ménages sur les inégalités de niveau de vie en France](#)

Cette [étude](#) évalue les effets sur les inégalités de niveau de vie et les finances publiques de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) de la mise en place du prélèvement forfaitaire unique (PFU) et de la hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine en France en 2018.

Félix Paquier. Michaël Sicsic. Insee. Économie et Statistique, revue n° 530-31.



[La crèche atténue les inégalités de développement](#)

Le laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (Liepp) dans un dossier d'étude de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) confirme l'effet bénéfique de l'accueil en crèche sur le développement de l'enfant, contribuant à réduire les inégalités socio-économiques. A condition que les familles les plus défavorisées aient accès à ce mode d'accueil.

Cnaf. Étude n° 206/2022.



[Situation économique des ménages et crise sanitaire : une majorité préservée mais des écarts qui se creusent](#)

La crise sanitaire a affecté la situation financière des ménages mais dans quelle mesure les dispositifs de soutien ont pu atténuer les impacts, les inégalités entre les populations se sont-elles creusées...? Ce cahier de recherche du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC) tente de brosser ici un portrait de la situation économique des ménages français fin 2021, deux ans après la survenue de la crise.

Sandra Hoibian. CRÉDOC. Étude n° Sou2022-4839.



[La France, société de classes moyennes ou pyramide inégalitaire ?](#)

Comment les Français conçoivent-ils la répartition des revenus dans la société et leur propre place dans la hiérarchie sociale ? Et quelle est la prévalence des opinions dites « populistes » ?

Dylan Alezra et Claudia Senik. Observatoire du Bien-être. Note n° 2022-07.



[Qui gravit l'échelle des revenus par rapport à ses parents ?](#)

La mobilité intergénérationnelle entre les revenus d'un échantillon de jeunes adultes et les revenus de leurs parents, à partir des données fiscales de l'Échantillon Démographique Permanent. La position relative des parents dans la distribution des revenus, mesurée et comparée pour la première fois directement avec la position relative de leurs enfants autour de 28 ans. La relation entre la position des parents et celle des enfants à 28 ans est positive et linéaire, avec une pente de 0,24.

Hicham Abbas. Michaël Sicsic. Insee. Analyse. Documents de travail n° 2022-04.



[Que faire pour réduire les inégalités ?](#)

Pour réduire les inégalités, commençons par faire respecter l'égalité des droits. Luttons pour plus de justice à l'école et dans l'entreprise. Modernisons les services publics. Redistribuons mieux, en réformant la protection sociale et les impôts. Le point de vue de Louis Maurin.

Observatoire des inégalités. Proposition.04/2022.

POLITIQUE DE L'EMPLOI



Faire face à la crise et favoriser un développement inclusif et durable grâce à une nouvelle génération de politiques globales en faveur de l'emploi

Des transitions majeures sont à l'œuvre sur les marchés du travail du monde entier sous l'action de facteurs qui façonnent l'avenir du travail, tels que le changement climatique, les mutations démographiques, la mondialisation et les progrès technologiques. Les répercussions de la crise liée au COVID-19 ont touché les personnes les plus défavorisées et les plus vulnérables. Sous l'impact de la crise, les déficits de travail décent déjà se sont aggravés, la pauvreté a augmenté, les inégalités se sont creusées et la fracture numérique au sein des pays et d'un pays à l'autre s'est révélée.

Bureau international du Travail. Conférence internationale du Travail, 110^e session. Rapport V/2022.

ÉDUCATION



Panel des élèves entrés en CP en 2011 - Performances à l'école élémentaire selon le niveau scolaire initial et l'origine sociale

Cette étude de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance (DEPP) met en exergue des profils d'élèves qui semblent prédisposer à la réussite scolaire, en fonction de leur niveau d'entrée en CP et de leur environnement socio-économique. Mais on voit aussi que la moitié des élèves les plus en difficulté à l'entrée en CP ne le sont plus en CM2, aussi bien en français qu'en mathématiques. La progression de ces élèves dépend beaucoup du profil socio-économique du milieu familial de l'élève et plus particulièrement en mathématiques.

D.Fleury. M.Le Cam. R. Voure'h. DEPP. Etude. Note d'Information n° 22.14.

EMPLOI JEUNES



Déploiement du volet jeunes en rupture du contrat d'engagement jeune

Dans le prolongement de la [circulaire du 21 février 2022](#) définissant les modalités du nouveau « *contrat d'engagement jeune* » (CEJ), une [circulaire du 22 avril 2022](#) se penche sur la mise en œuvre du volet dédié aux jeunes *en rupture*. Afin de renforcer les capacités d'agir des missions locales, une série d'appels à projets régionaux sont annoncés.

Elisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion ; Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé ; Brigitte Klinkert, ministre déléguée, chargée de l'insertion ; Emmanuelle Wargon, ministre déléguée, chargée du logement.

Circulaire. N° DGEFP/MAJE/DIPLP/DIHAL/04-2022/117.

ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT DE PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES



Orpea : le rapport confirme un système d'optimisation des coûts à tous les niveaux

Réquisitoire implacable, le résultat de l'enquête du [rapport](#) de 500 pages de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale des finances (IGF) *Mission sur la gestion des établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes (EHPAD)* du groupe Orpéa met au jour une machine à dégager des profits au point de négliger le bien-être et la santé des résidents des Ehpad.

T.Audigé. Pr B.Fenoll.V.Fournier. F.Laloue. H.Léost. J.Rousselon (IGAS). G.Bianquis. A.Costa. T.Espeillac. L.Mariani. S.Monteil. A.Pilven. A.Rossion. V.Verzat J-P. de Saint-Martin. (IGF). Rapport.

PRÉCARITE ÉNERGÉTIQUE



[La rénovation énergétique, levier essentiel pour se prémunir durablement contre la hausse des prix de l'énergie](#)

Face à la crise des prix de l'énergie, l'État français a fait le choix d'un blocage des tarifs du gaz et de l'électricité pour tous les consommateurs. Avec un coût public de 20 milliards d'euros pour l'année 2022, cette approche par les prix soulève d'importantes questions de soutenabilité budgétaire. Et ce d'autant qu'elle risque d'occulter les enjeux principaux pour faire face à cette crise : proposer des mesures efficaces et justes ciblées sur les ménages et les entreprises les plus vulnérables face à ce choc des prix qui touche aussi bien l'énergie que les produits alimentaires.

A. Rüdinger. Institut du développement durable et des relations internationales. Note.

GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN



[Gratuité des transports en commun : débat aux multiples enjeux](#)

L'idée de la gratuité des transports en commun est progressivement revendiquée au même titre que d'autres politiques publiques. Mais qu'est ce que son application impliquerait concrètement ? C'est ce que cette note de l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation, analyse.

J.Calnibalosky. V. Delevoye. M.Huré. P.Poinsot. Fondation Jean Jaurès. Note.

DIMENSION TERRITORIALE

Mayotte



[DESIGN PALAS, les CCAS mahorais passent à l'action](#)

Dans la continuité des formations-actions menées depuis plus d'un an auprès des 17 Centres communal d'action sociale (CCAS) de Mayotte au titre du *programme Parcours de professionnalisation des acteurs de l'action sociale (Design Palas)*, une nouvelle étape commence ce mois-ci consistant au lancement d'une expérimentation autour du thème de l'emploi.

CCAS de Mayotte. Communiqué.

DIMENSION INTERNATIONALE

Europe

Pays de l'OCDE



[Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\) progressent lentement en direction des objectifs de développement durable fixés pour 2030](#)

La publication intitulée *Le chemin court et sinueux jusqu'à 2030 : Mesurer la distance à parcourir pour atteindre les cibles des ODD* révèle que si les pays de l'OCDE sont parvenus à éliminer complètement l'extrême pauvreté, la plupart d'entre eux doivent intensifier leurs efforts pour entraîner une diminution plus large de la pauvreté. Les femmes, les jeunes adultes et les migrants sont confrontés à des difficultés plus importantes que le reste de la population.

OCDE. Étude.

OUVRAGES

Transitions écologiques et sociales



[Fin du monde / Fin du mois - La transition avec les milieux populaires](#)

La décision d'instaurer la taxe carbone et les commentaires sur le mouvement des *gilets jaunes* qui s'en est ensuivi ont voulu faire croire qu'écologie et justice sociale étaient antinomiques. Or ces deux perspectives se complètent au contraire, et relèvent même d'une démarche similaire, comme ce dossier s'emploie à le démontrer. Au sommaire de ce numéro de la [revue Dard /Dard](#), le dossier : *Fin du monde / fin du mois. La transition avec les milieux populaires. Quelle écologie dans les milieux populaires ?*

Dard/Dard. Revue n° 6/2022.



[Climat, crises : le plan de transformation de l'économie française](#)

Lancé en mars 2020 par le [Shift Project](#), le Plan de transformation de l'économie française (PTEF) est un vaste programme opérationnel pour emmener l'économie française vers la neutralité carbone, secteur par secteur. *La question que nous nous sommes posée peut se résumer ainsi : que faut-il faire pour mettre l'économie française en cohérence avec une baisse des émissions planétaires de 5 % par an, compatible avec nos engagements climatiques, tout en permettant à chacun de trouver un emploi ? C'est ce plan de marche visant la décarbonation effective de nos activités que nous avons essayé de construire.* Avant propos de Jean-Marc Jancovici. The Shift Project. Ouvrage.



[La santé sociale pour que la médecine réponde vraiment aux inégalités](#)

La crise sanitaire a apporté la démonstration d'un lien entre santé, inégalités sociales et dynamiques ségréatives. Une de ses principales leçons a en effet été la redécouverte de l'interdépendance des membres de la société mais aussi du fort cloisonnement des dimensions sociales et sanitaires dans la protection fournie par les institutions. Dans l'ouvrage collectif qu'ils ont dirigé, les sociologues Nicolas Duvoux et Nadège Vezinat, professeurs de sociologie à l'université Paris-VIII proposent des pistes de réflexion et présentent des initiatives visant à corriger les défauts du système médical.

Nicolas Duvoux. Nadège Vezinat. PUF. Ouvrage.

CONFÉRENCE EN LIGNE



Le Défenseur des droits organise le **mardi 14 juin 2022** de 10h00 à 12h30, via Zoom, une webconférence *Difficultés d'accès aux droits et discriminations liées à l'âge avancé : où en est-on ?* Pour documenter ce sujet, le Défenseur des droits a réalisé une enquête publiée à l'occasion du 1er octobre 2021, *Journée internationale des personnes âgées*, l'étude *Difficultés d'accès aux droits et discriminations liées à l'âge avancé* permet de disposer de premières données chiffrées et de sensibiliser les acteurs de la société civile et institutionnels. Dans un contexte où la crise sanitaire de la Covid-19 a mis en lumière de fortes inégalités liées à l'âge avancé, l'institution souhaite échanger avec des chercheurs spécialisés, identifier des perspectives de travail et organise ainsi cette webconférence. L'inscription est gratuite et obligatoire pour participer. Le lien Zoom sera envoyé la veille, ainsi que le jour de l'événement. La webconférence sera enregistrée. Pour y participer, s'inscrire en cliquant sur le lien suivant :

[INSCRIPTION](#)

EN BREF



[Composition du Gouvernement d'Élisabeth Borne, Première Ministre](#)

La présidence de la République a annoncé, ce vendredi 20 mai 2022, la composition du Gouvernement d'Élisabeth Borne. Conformément à la tradition, le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler a dévoilé, ce vendredi 20 mai, depuis le perron de l'Élysée, la composition du Gouvernement d'Élisabeth Borne, nommée Première ministre le 16 mai.

Présidence de la République. Communiqué de presse.

AGENDA DU CNLE

Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE en 2022

Réunions plénières du Conseil du CNLE

Jeudi 09 juin - 9h30 à 12h30
Jeudi 22 septembre - 9h30 à 12h30
Jeudi 1er décembre - 9h30 à 12h30

Réunions plénières du Comité scientifique du CNLE

Lundi 04 juillet - 14h à 17h30

Réunions du Comité de pilotage

« *Impact social de la transition écologique* »

Jeudi 16 juin - 14h00 à 17h30

A propos du CNLE



Conseil national des politiques de lutte
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Organe rattaché au Premier ministre, présidé par Mme Fiona Lazaar, Députée du Val-d'Oise, le [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) a un rôle de conseil du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il est composé de 5 collèges regroupant 64 membres, représentant des assemblées parlementaires et collectivités territoriales, associations et acteurs de la société civile, représentant du monde du travail, ainsi que 32 personnes en situation de pauvreté et d'invités permanents.

Lieu de dialogue permanent entre tous les acteurs concernés par ces politiques publiques, le CNLE s'appuie sur l'expertise de son comité scientifique, issu du [regroupement](#) de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale et du CNLE officialisé par le décret le [décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019](#). Instance permanente du CNLE, il a été installé officiellement le 1^{er} octobre 2020 et est présidé par Nicolas Duvoux. Ses missions d'analyse et d'observation sociale doivent contribuer, en lien étroit avec l'ensemble des collèges du CNLE, à une meilleure connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et à la définition de politiques publiques plus ambitieuses et efficaces.

La newsletter du CNLE

La Newsletter du CNLE constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagés par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications, merci de vous inscrire à l'adresse courriel suivante : dgs-secr-cnle@social.gouv.fr

Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par le CNLE peuvent être transmis à : fatima.guemiah@social.gouv.fr

Retrouvez nous sur le site Internet du CNLE : www.cnle.gouv.fr



Twitter



LinkedIn

Contact : Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24